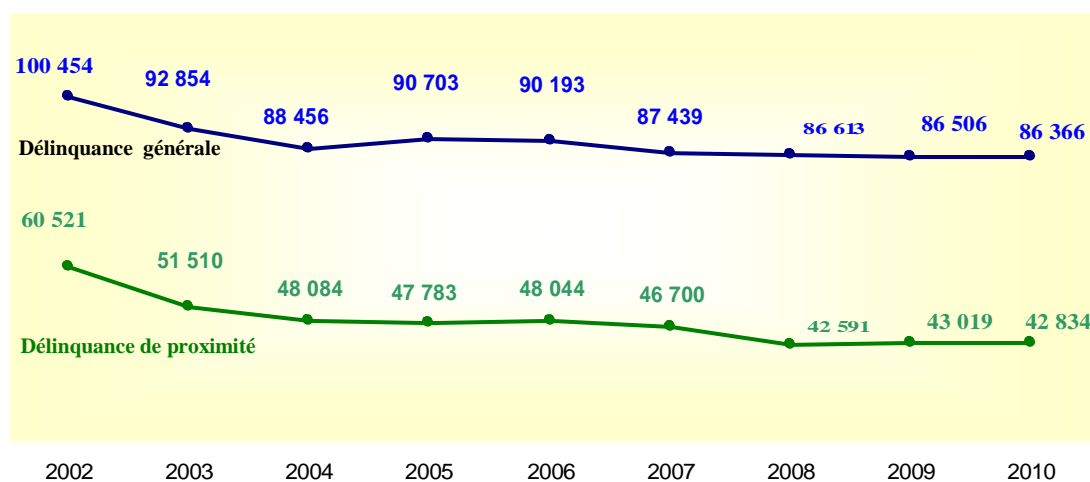


# GARANTIR LA SÉCURITÉ DES PERSONNES ET DES BIENS

## I – Lutte contre la délinquance

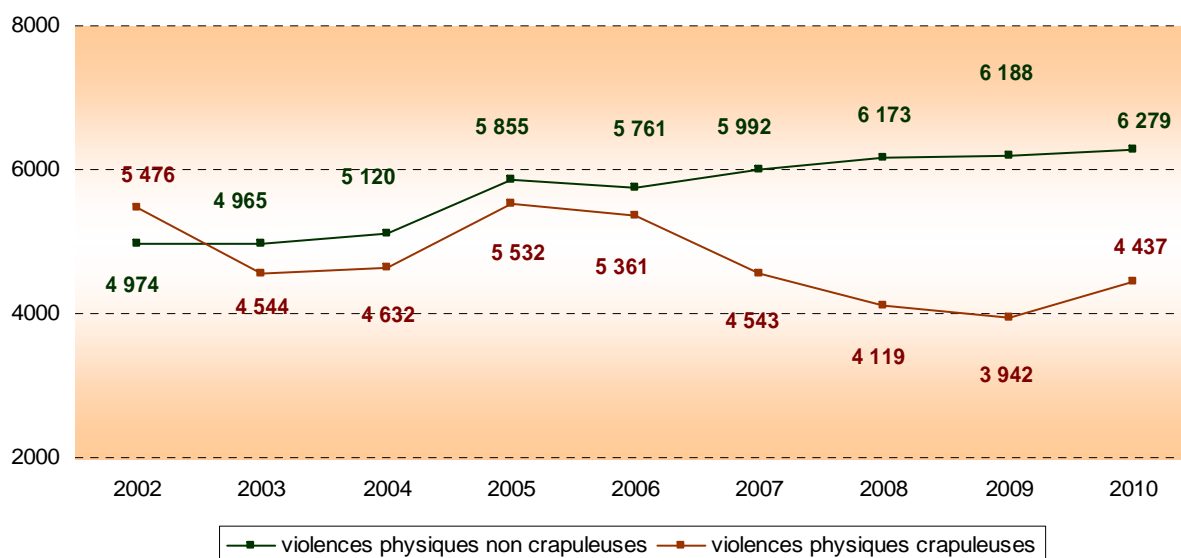
1) *Le nombre de faits constatés reste à la baisse pour la cinquième année consécutive*



Les crimes et délits constatés baissent de 0,16 % avec 86 366 faits. La délinquance de proximité diminue de 185 faits (- 0,43 %) et s'établit à 42 834 faits. Après une hausse de près de 2% en 2009, les infractions révélées par l'action des services ont progressé de 2,62 % en 2010 (8 964 faits). Le taux d'élucidation, 31,84 %, est stable.

2) *Comme dans les autres départements, les violences aux personnes progressent.*

Les violences aux personnes augmentent de 4,30 % en 2010, soit 559 faits supplémentaires. La majorité des faits concernent des violences physiques non crapuleuses, 6 279 faits, en hausse de 1,47 %.





*Opération de contrôle dans le RER A*

L'évolution la plus préoccupante concerne **les violences physiques crapuleuses : +12,56 %**, soit 4 437 faits au lieu de 3 942 en 2009. Cette hausse résulte des vols avec violence de téléphones portables qui progressent de 18,27 %, soit 462 faits supplémentaires (de 2 529 à 2 991), constatés essentiellement dans les transports.

En application du plan départemental de sécurité dans les transports, les **opérations de sécurisation dans les transports et les gares**, coordonnées avec le service régional de la police dans les transports, ont été intensifiées : **57 opérations de ce type ont été menées en 2010.**

### ***3) Les cambriolages augmentent***

Si les atteintes aux biens diminuent de 0,85 % (54 113 faits constatés), notamment les vols à main armée, en revanche, les cambriolages augmentent pour la deuxième année consécutive : **+ 3,65 % soit 229 faits constatés en plus, malgré les 579 interpellations réalisées en 2010.**

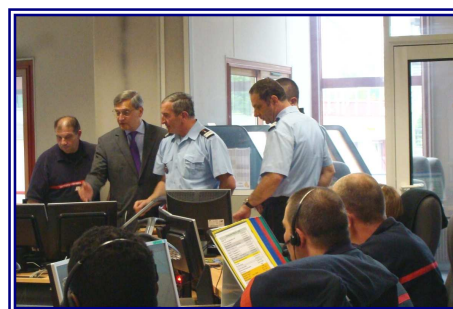
La cellule anti-cambriolage a été créée en 2010 pour coordonner l'action des services de police et de gendarmerie dans le traitement des cambriolages. Son action de recueil et d'analyse de l'information, en liaison étroite avec les cellules des départements limitrophes, a contribué à faire progresser l'élucidation : le nombre de faits élucidés est en hausse de 1,25 %, correspondant à 487 faits élucidés.

Par ailleurs, le développement de la police technique et scientifique a permis d'identifier 111 auteurs de cambriolages grâce aux relevés d'empreintes et d'ADN.

**Les vols à main armée, près une augmentation importante en 2008 et 2009, diminuent de plus de 10 % (- 10,74 %, soit 266 faits au lieu de 298).** Cette baisse résulte de la progression de l'élucidation qui a permis aux services de la direction départementale de la sécurité publique et de la gendarmerie d'interpeller 57 auteurs.

### ***4) Les incendies de véhicules baissent fortement***

**Les incendies volontaires, qui représentent 72 % des faits de violences urbaines, diminuent de 11 % soit 242 faits en moins. Les incendies de véhicules diminuent de 10,88 % : 1 138 véhicules ont été incendiés en 2010 au lieu de 1 277 en 2009.**



*Visite du préfet au SDIS*

La baisse des jets de projectiles (169 faits constatés au lieu de 236, soit -28,39 %) contribue au recul des violences urbaines de 3 059 faits à 2 700 en 2010. En revanche, les affrontements entre bandes sont en augmentation (49 au lieu de 36).

### **5) La lutte contre les stupéfiants**

**L'action des services contre le trafic de stupéfiants, notamment les 510 opérations « coups de poing » réalisées dans les cités, a permis d'obtenir des résultats supérieurs à 2009.**

Plusieurs trafics importants ont été démantelés dans des cités du département : Argenteuil (cité des musiciens), Montmagny (cité du centre), Sarcelles (cité Rodin) et Garges-lès-Gonesse (Cité des Peintres). Des saisies de produits stupéfiants ont été réalisées en quantités importantes: 600kg de cannabis, en hausse de plus de 50 %, 4 kg de cocaïne, en hausse de plus de 30 % et 2,5kg d'héroïne.

Les saisies d'avoires criminels par le Groupe d'intervention régional (GIR) sont en forte progression : un patrimoine d'une valeur de 728 794 € a été saisi (105 514 € en 2009).

### **6) La lutte contre les bandes**

**182 faits de violences de groupe ont été constatés en 2010**, concentrés essentiellement sur 10 communes. Villiers-le-Bel, Sarcelles, Argenteuil, Garges-lès-Gonesse et Pontoise sont les plus touchées. En 2010, trois homicides ont été perpétrés dans le cadre de rivalités entre bandes (Pontoise, Sannois, Villiers-le-Bel).

Le groupe spécialisé d'investigation sur les bandes, mis en place en octobre 2009, a facilité l'interpellation de 511 personnes pour des violences de groupes. 132 délits de participation à un attroupement violent ont été constatés en application de la loi du 2 mars 2010, donnant lieu à 104 gardes à vue, 48 déferrements et 9 écrous.

### **7) La lutte contre la fraude**

Au cours de l'année 2010, le comité opérationnel départemental anti-fraude a mené **68 opérations de lutte contre le travail dissimulé**, au lieu de 55 en 2009. Les contrôles ont porté sur 224 entreprises et 722 salariés. 199 d'entre eux étaient en situation de travail dissimulé, soit 27 %, et 96 en infraction à la législation sur les étrangers soit 13 %, ont donné lieu à une procédure administrative d'éloignement



*Signature d'une convention de mutualisation des informations entre les membres du CODAF*

L'action du comité opérationnel départemental anti-fraude (CODAF) a préservé les organismes sociaux d'un préjudice financier de 474 000 € et a permis la mise en recouvrement à leur bénéfice de 3 816 000 €.



**8) La plupart des communes les plus exposées à la délinquance sont équipées de systèmes de vidéoprotection sur la voie publique**

En 2010, la préfecture du Val-d'Oise a délivré 205 autorisations d'exploitation d'un système de vidéo-protection, contre 189 en 2009. Au total, 14 027 caméras sont implantées dans le département, soit 1 290 caméras de plus qu'en 2009.



*Système de vidéo-protection de la CAVAM à Soisy-sous-Montmorency*

**54 communes disposent d'un système de vidéo-protection** installé sur la voie publique, soit 1 073 caméras. En 2010, le centre de supervision urbaine de la Communauté d'agglomération Val et Forêt a été raccordé au commissariat de police d'Ermont.

**24 gares** sur 69 disposent d'un équipement de vidéo-protection. Le train « Francilien », mis en service en décembre 2009 sur la ligne H (Paris Nord-Luzarches), est équipé de 16 caméras. **9 000 €** du fonds interministériel de prévention de la délinquance et du plan de relance ont été alloués par l'État aux collectivités pour le financement de leurs projets de vidéoprotection en 2010.



*Journée de la Sécurité Intérieure 2010*

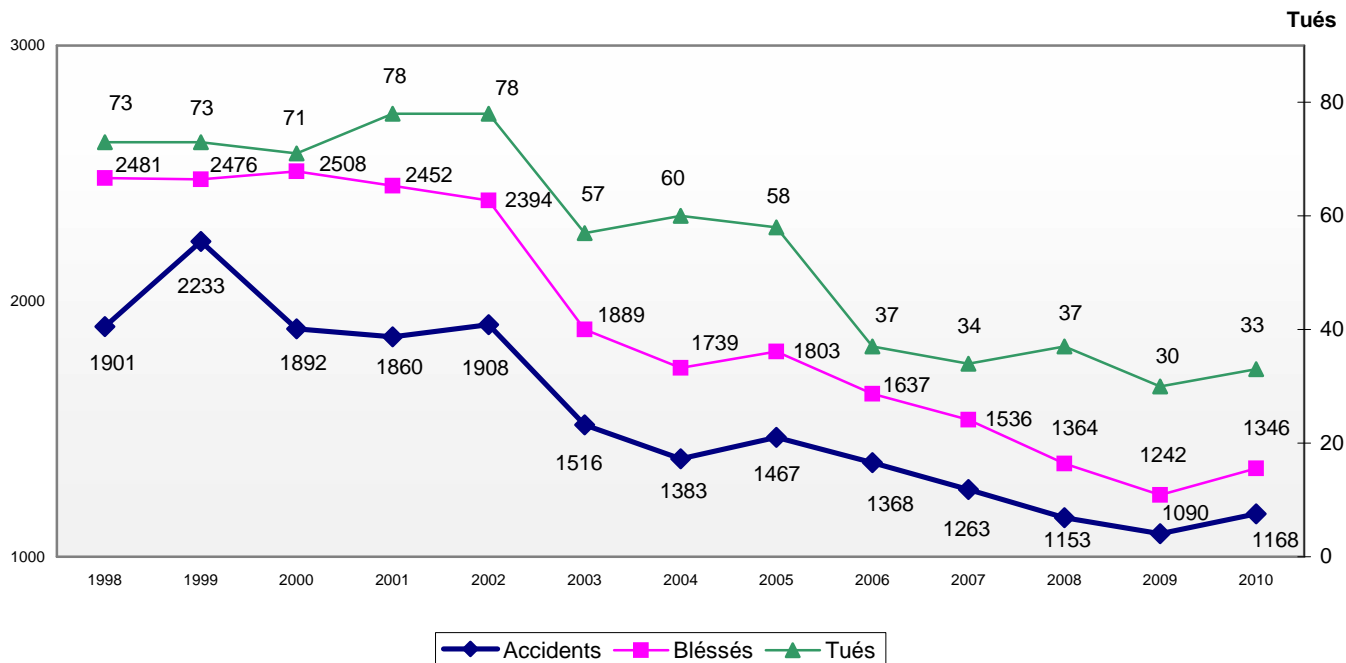
*Exercice combiné (police nationale, gendarmerie, service départemental des sapeurs-pompiers) de sécurité publique à Mirapolis.*

## II - Sécurité Routière

### 1) Le nombre des accidents, tués, blessés est en hausse sensible

Au cours de l'année 2010, **33 personnes ont trouvé la mort** sur les routes du Val-d'Oise, au lieu de 30 en 2009 et 37 en 2008.

**1 168 accidents** ont été constatés, au lieu de 1 090 en 2009, occasionnant **1 346 blessés**, au lieu de 1 242 en 2009.



La baisse du nombre des tués sur les routes du département s'est effectuée par paliers. Autour de 80 entre 1998 et 2002, leur nombre annuel moyen s'est établi autour de 60 entre 2003 et 2005, pour se stabiliser autour de la trentaine depuis cinq ans.

### 2) La proportion de conducteurs de deux-roues motorisés parmi les tués reste importante

La tranche d'âge des 25-49 ans reste la plus touchée : 18 morts, soit 55 % des victimes. Sept tués avaient moins de 25 ans. Les accidents liés à la consommation d'alcool, souvent associée à la prise de stupéfiants, croissent. Le nombre de conducteurs de deux-roues motorisés tués a diminué mais reste important (11 en 2010 au lieu de 13 en 2009).

### 3) Les contrôles

#### a) La vitesse

Au 31 décembre 2010, le département comptait **17 radars fixes** automatiques de contrôle de vitesse, dont quatre mis en service en 2010.

**271 483 infractions ont été relevées**, en hausse de 24,21 % : 147 245 par les radars embarqués et 124 238 par les radars fixes. Dans plus de 89 % des cas, les excès de vitesse relevés étaient inférieurs à 20km/h.

**En 2010, 23 radars permettant de contrôler le franchissement des feux rouges** ont été mis en service, 86 741 infractions ont été relevées. Selon le lieu d'implantation, les contrôles automatisés constatent chaque jour entre 3 et 111 infractions de franchissement par feu-rouge.

Les infractions à la vitesse ont diminué de 19,6 % et les excès de vitesse supérieurs à 50km/h, entraînant une rétention ou suspension du permis de conduire, ont baissé de 37,8 %. 214 rétentions ou suspensions administratives ont été faites pour excès de vitesse.

### ***b) Alcoolémie et usage de stupéfiants***

Sur les **88 252 dépistages réalisés dans l'année**, 3 948 soit 4,5 %, se sont révélés positifs.

1 191 rétentions ou suspensions de permis de conduire ont été effectuées pour alcoolémie supérieure à 0,5g/l, au lieu de 1 769 l'année précédente. 286 rétentions ou suspensions de permis ont été effectuées pour conduite sous l'emprise de stupéfiants.



## ***4) La prévention des accidents de la route auprès des usagers vulnérables***

### ***a) Les jeunes***

Au cours de l'année scolaire 2009-2010, 1 324 jeunes ont été informés dans 27 établissements scolaires par l'association « Cahier de route » qui associe les sociétés de transports en commun du Val-d'Oise aux services de l'Etat notamment l'inspection académique, à la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise et la prévention MAIF.



*Semaine de la Sécurité routière*

### ***b) Les deux roues motorisés***

140 conducteurs de deux roues motorisés ont bénéficié d'un stage de perfectionnement destiné aux jeunes titulaires du permis moto.

Depuis le 4 mai 2010 chaque nouveau détenteur du permis A, autorisant la conduite d'une motocyclette, reçoit une lettre personnalisée et un guide pratique illustré sur la bonne utilisation des équipements de sécurité.

500 lettres d'information, signées par le Préfet, ont été remises aux usagers avec leur titre.





## II – Planification et gestion de crise

### 1) *Planification*

#### *- Dispositif ORSEC (Organisation de la réponse de sécurité civile)*

En 2010, priorité a été donnée à la refonte des dispositifs de secours : ORSEC, nombreuses victimes, eau potable, hébergement, SATER (sécurité aéroterrestre)

Le plan électro-secours a été réactualisé. D'autres plans d'urgence notamment de secours ferroviaire sont en cours de refonte

#### *- Plan Vigipirate*

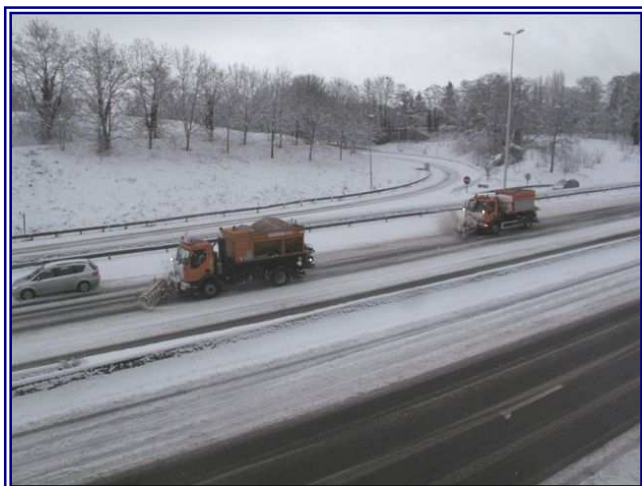
Le Plan Vigipirate départemental est approuvé depuis 2007. En 2010, il s'est traduit par des rappels périodiques de consignes de vigilance à appliquer notamment par les élus, les opérateurs et les services.

#### *- Domaine sanitaire*

Le plan canicule a été actualisé en 2010 conformément à la circulaire du ministère de la santé de juin 2007.

Exercice « Variole » : plusieurs réunions de préparation ont eu lieu en cours d'année avec le pôle santé de la DDASS.

### 2) *Gestion de crise*



*Entre le 17 et le 24 décembre 2010, onze communications à l'adresse des médias et des municipalités ont été diffusées et relayées sur les panneaux d'information municipaux et les panneaux à messages variables des autoroutes.*

**Entre le 7 et le 24 décembre, l'ampleur des différents épisodes neigeux a justifié l'activation à 12 reprises du centre opérationnel départemental (COD) et de la cellule d'information du public (CIP)**

Lors de cet épisode, les différentes procédures d'information du public (cellule d'information du public, message automatique d'accueil au standard, communications de conseils et d'informations auprès des standardistes) et auprès des maires du département ont permis d'apporter des réponses adaptées aux situations de crise rencontrées.

Plusieurs exercices de sécurité civile ont été organisés en 2010 :

- Simulation d'une panne généralisée de distribution électrique (exercice de cadres avec activation du COD) ;
- Exercice spécifique pour la CIP (scénario mettant en scène, à proximité d'un groupe scolaire, un accident routier impliquant un poids lourd transportant des hydrocarbures) ;
- Exercice multi-attentats en Ile-de-France, organisé par la zone de défense, au cours duquel le COD95 a été activé ;
- Une formation de volontaires pour la « cellule d'information du public » a été organisée, et a été suivie d'un exercice.

